Annie Antoine et Julian Mischi eds., *Sociabilité et politique en milieu rural*

Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Histoire »), 2008, 472 p.

Fabien Gaveau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9191>

DOI : 10.4000/etudesrurales.9191

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2010

Référence électronique

Fabien Gaveau, « Annie Antoine et Julian Mischi eds., *Sociabilité et politique en milieu rural* », *Études rurales* [En ligne], 185 | 2010, mis en ligne le 13 août 2012, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9191> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.9191>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Annie Antoine et Julian Mischi eds., *Sociabilité et politique en milieu rural*

Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Histoire »), 2008, 472 p.

Fabien Gaveau

Annie Antoine et Julian Mischi eds., *Sociabilité et politique en milieu rural. Actes du colloque organisé à l'Université Rennes 2 les 6, 7 et 8 juin 2005*. Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Histoire »), 2008, 472 p.

- 1 L'ouvrage comprend 36 contributions issues d'un colloque. Après un bilan sur le concept de sociabilité, les auteurs saisissent comment, dans les mondes ruraux, le tissu des relations anime l'organisation des pouvoirs, produisant et renouvelant sans cesse les formes du politique dans les localités. L'ouvrage s'organise suivant 5 axes : la relation des campagnes à l'ordre politique national ; les structures des mobilisations collectives ; les stratégies et les luttes de pouvoir que déploient les élites rurales ; les solidarités à l'œuvre dans les campagnes ; les recompositions du temps présent.
- 2 Les contestations de l'ordre politique prennent sens dans le champ ordinaire des relations locales. Philippe Hamon, pour les Nu-pieds à la frontière de la Normandie et de la Bretagne en 1629, Serge Bianchi, pour la sans-culotterie rurale, et Rémi Dalisson, pour le statut de la fête comme expression du politique, invitent à revoir ces phénomènes au plus près des individus. De même, à partir du dessèchement des marais de la Brière dans la première moitié du XIX^e siècle, Yannick Le Marec décrit la gamme des actions dont disposent les communes pour défendre leurs intérêts. Il s'agit tantôt de dégrader, parfois dans la discrétion de la nuit, les biens des adversaires, tantôt de provoquer des émeutes, tantôt encore d'en appeler à l'administration ou à la justice selon des stratégies victimaires multiples. À l'occasion, les chefs de file des luttes

consolident leurs propres positions en s'appuyant sur les individus engagés avec eux dans les combats.

- 3 Dans l'espace germanique, rapporte Jean-Luc Le Cam, les communautés paysannes ont été incitées à s'alphabétiser lors des procès contre leurs seigneurs, ce qui leur a, par la suite, permis de comprendre des écrits, tels les discours révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle, sans devoir faire appel à des intermédiaires. Jérôme Lafargue observe également que, au XIX^e siècle, les ruraux sont à même de jouer avec les règles du droit, trop souvent perçues comme imposées « d'en haut ». L'Administration elle-même sait devoir faire régulièrement des compromis avec les populations : elle assouplit donc sa rigide application des textes, comme l'expose Alp Yücel Kaya.
- 4 Cela dit, François Ploux rappelle que les communautés rurales sont certes capables de fortes solidarités momentanées mais qu'elles font aussi, au quotidien, l'objet de nombreux clivages. Les formes de mobilisation collective apparaissent à ce stade dans une grande diversité, ce qu'Ana Cabana Iglesia observe dans la Galice franquiste. À une époque où toute opposition est farouchement réprimée, les campagnes savent comment déployer des formes discrètes de résistance à partir de leurs propres capacités d'action.
- 5 Au fond, les structures de sociabilité servent nombre de combats. Qu'il s'agisse des comices (réunions agricoles et démonstrations politiques) présentés par Yann Lagadec, de la coopération et du mutualisme étudiés par Éric Kocher-Marbeuf à partir de l'exemple poitevin, ou encore des CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole) analysées par Martine Cocard, toutes ces organisations d'esprit associatif concourent aux progrès de l'agriculture et permettent à leurs dirigeants de mobiliser leurs adhérents tant pour une cause commune que pour leurs carrières personnelles. Les comices sont souvent tenus par des segments conservateurs ; les coopératives sont, elles, initialement animées d'un esprit d'entraide entre égaux. Martine Cocard note l'importance de la JAC (Jeunesse catholique agricole) dans le développement des CUMA, au moins en Ille-et-Vilaine.
- 6 Toutefois, les sociabilités servent aussi un réel clientélisme, comme le note Fabien Nicolas à propos du barthisme, né autour d'Édouard Barthe (1882-1949). Spécialiste des questions viticoles, député puis sénateur de l'Hérault, Barthe fédère, au cours des années 1930, dans une organisation agrarienne, nombre d'acteurs du secteur, et ce par-delà les clivages de l'opinion. Les « petits » sont, à l'époque, la cible de nombreux mouvements. François Prigent éclaire ceux que diffuse *La Charrue rouge*, organe bimensuel de liaison des comités de défense des petits paysans menacés par les ventes-saisies en Trégorrois. Le ton, aux accents révolutionnaires et laïcs, marque durablement le socialisme rural breton. À l'opposé de l'échiquier politique, les groupes catholiques languedociens décrits par Philippe Secondy usent des mêmes stratégies de conquête de l'opinion que leurs adversaires mais excluent de l'animation du mouvement ceux que ces adversaires cherchent à rallier.
- 7 Des logiques similaires soutiennent le dorgérisme, mouvement d'essence corporatiste et populiste organisé en comités, qui accuse la République d'avoir trahi la petite paysannerie. David Bensoussan en explique le déclin rapide en Bretagne par la concurrence de la JAC, soutenue par un clergé hostile à l'esprit vindicatif et au discours excessif des dorgéristes. Les comités sont une structure courante pour articuler des mouvements ruraux. Fabien Conord les analyse à travers le Comité de Guéret (1953-1974), qui regroupe 18 fédérations départementales de la FNSEA en 1953.

Défendant une petite exploitation en difficulté, le Comité est fragilisé par les dissensions politiques qui ne tardent guère à se manifester et par la faiblesse des propositions qu'il est en mesure de porter.

- 8 Au fond, toutes les contributions traduisent la diversité des logiques qui s'affrontent dans le monde rural. Lucien Faggion présente les processus de recomposition à l'œuvre dans la Terre ferme vénitienne de 1535 à 1629. Les positions économiques peuvent ici varier très vite du fait des opportunités d'enrichissement qu'offre Venise. Au sein des campagnes, les notaires ruraux participent cependant, par leurs fonctions, à la défense des hiérarchies maîtresses de la terre, quelles qu'elles soient. Loin de là, le suffrage universel introduit en France après 1848 permet aux ruraux de s'émanciper des notables. Nathalie Dompnier observe que les recommandations et les pressions dont sont victimes les électeurs sont de plus en plus couramment assimilées à des atteintes portées à la démocratie. Pourtant, Xavier Itçaina note, à partir de l'étude du Pays basque, que les maires ont toujours tendance à affirmer leur légitimité par leur efficacité gestionnaire afin de s'opposer à ceux qui voudraient les renverser par la voie des urnes. De fait, les gestions locales peuvent faire l'objet de débats et de tensions, surtout après la loi municipale de 1831, moment fort de politisation comme le rappelle Laurent Le Gall. Dans le Finistère, les structures de sociabilité sont encore si faibles qu'elles n'ont guère contribué à la politisation, comme cela a pu être observé dans le Var.
- 9 Avec le suffrage, une figure émerge et vient supplanter celle du notable : c'est « l' élu local », qu'étudie Gildas Tanguy. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, ces élus se plaisent à affirmer que leur légitimité tient moins à un engagement partisan – mettant alors un voile sur leur appartenance politique – qu'à leurs mérites et leur talent à gérer les communes. Derrière leurs discours demeurent des modèles notabiliaires que l'idéal démocratique aurait souhaité abattre. Jean-François Tanguy revient sur ces « hommes d'influence » qui savent capter les voix de leurs concitoyens selon des modalités que les notables de la première moitié du XIX^e siècle savaient maîtriser. Ils apparaissent également à l'œuvre autour du maire de Dijon, Gaston Gérard, dans l'entre-deux-guerres. Selon Gilles Laferté, ils parviennent à construire un nouveau monde vitivinicole bourguignon contre les négociants beaunois, moins bien insérés dans les réseaux nationaux qui deviennent dominants.
- 10 Si des problèmes se présentent, les solidarités locales soutiennent les actions de défense. Ainsi, à l'époque moderne, sur les frontières du nord de la France, certaines communautés édifient des églises fortifiées et des souterrains-refuges selon les schémas que décrit Hugues C. Dewerd. Ailleurs, et quelles que soient les tensions habituelles au sein des localités, l'attachement aux coutumes est une puissante source de rassemblement face à un tiers étranger au local. Jacques Péret décrit cette attitude à propos du littoral charentais sous le règne de Louis XIV. Selon Pierre-Jean Souriac, le même souci de leurs biens et de leurs lieux de vie pousse les habitants des campagnes toulousaines, pris dans les troubles religieux du dernier tiers du XVI^e siècle, à faire front et acquérir des techniques militaires dont les gens de guerre usent d'ailleurs sous leurs yeux.
- 11 Quand les solidarités coutumières se fissurent, d'autres s'y substituent. C'est ce qu'illustre, pour le XX^e siècle, Nicolas Renahy lorsqu'il étudie le paternalisme d'une famille de maîtres de forge de Lacanche, en Côte d'Or, qui parvient à faire du lien salarial l'élément structurant des relations locales au profit du « patron », également

maire. La politique sociale de l'entreprise tient lieu d'aides sociales communales. Après 1945, la perte d'influence des patrons n'empêche pas le maintien d'un système intériorisé par la population jusqu'à ce que les structures sociales publiques, moins liées à la commune, ne les fassent dépérir.

- 12 En revanche, les solidarités privées occupent une forte place dans les pays d'Europe du Sud, comme le Portugal, étudié par Laurence Loison. Une culture de la pauvreté y limite la stigmatisation de celui auquel les hasards de l'existence font perdre ses ressources. Dans les milieux ruraux et urbains, la conception familiale et paysanne de l'entraide et la longue influence de l'Église catholique, qui a historiquement exercé les principales fonctions d'assistance, pallient les insuffisances et les faiblesses des institutions publiques.
- 13 Au fond, les sociabilités demeurent de puissantes sources d'action collective, en dehors des institutions établies, contre elles parfois. Yann Raison du Cleuziou explique comment les associations de défense de la chasse en baie de Somme, nées à partir des années 1930 à l'initiative de grandes familles, débouchent, dans les années 1990, sur un mouvement protestataire, dans un contexte de refus systématique des directives européennes de protection des espèces, objet d'une chasse très localisée. À partir d'un passé associatif, des chasseurs décident d'agir dans l'espace politique national. Ils créent le mouvement « Chasse Pêche Nature », vite inscrit dans un traditionalisme rural revendiqué. En soutenant cette association, les ruraux dénoncent les politiques qui détruisent les modes de vie.
- 14 Cependant, ces recompositions n'éliminent pas le maintien de rituels électoraux hérités de la III^e République, comme l'évoque Éric Treille. Un candidat doit parcourir la circonscription qu'il brigue, quitte à être suivi de militants qui feront nombre là où les réunions publiques risquent d'être désertées. Se soustraire à ces tournées serait mal perçu par l'électorat, mais les grands partis peinent à entrer grâce à elles dans le jeu des sociabilités qui organisent la vie publique dans les campagnes. D'ailleurs, Emmanuel Pierru et Sébastien Vignon notent la faiblesse des analyses consacrées aux votes ruraux. L'essor, après 2002, du vote d'extrême droite dans les campagnes de la Somme, résulte d'abord de leur recomposition sociologique à partir d'éléments urbains et de l'affaiblissement des anciennes sociabilités.
- 15 Sur le fond, le vote extrémiste ne tient ni à une xénophobie structurelle ni à un attrait particulier pour les mouvements autoritaires, et pas davantage à un quelconque conservatisme inhérent aux ruraux. Si ces poncifs sont parfois avancés dans de sérieux travaux, c'est que les dynamiques à l'œuvre dans les campagnes sont largement ignorées. Christophe Dinouard décrit ainsi ces nouveaux agriculteurs ayant fréquenté des associations étudiantes et des mouvements écologiques ou tiers-mondistes. Ils héritent de l'exploitation familiale mais adoptent un autre style de vie et leurs objectifs diffèrent de ceux de leurs parents. Dans les années 1990, des réseaux d'agriculteurs militent pour produire autrement, dans une logique de développement durable. Ils dénoncent un monde agricole autocentré et obsédé par le productivisme.
- 16 De même, des mouvements critiques à l'égard du syndicalisme agricole jaciste fortifient, dans les années 1970, une nouvelle gauche paysanne, dont Jean-Philippe Martin retrace les racines et le développement jusqu'à la Confédération paysanne. Yvan Bruneau en note les clivages, fondés sur des revendications qui prétendent faire, d'une paysannerie ancrée dans les terroirs, leur meilleur défenseur. De tels mouvements

rallient d'abord des marges paysannes et des néoruraux, qui, au mieux, laissent perplexes des agriculteurs entrés dans la modernité productiviste.

- 17 Au terme de cette étude, Freddy Lalanne suggère, à partir de l'exemple du Gers, de se demander si « le bonheur est dans le pré ». Il expose comment l'installation de néoruraux transforme les relations politiques locales. Lors d'élections autres que municipales, l'interconnaissance compte moins pour un candidat que les grands partis nationaux qui s'engagent à ses côtés. Les nouveaux arrivants paraissent plus réceptifs à une nationalisation du débat public que les anciens résidents des communes, plus sensibles, eux, à des critères de proximité pour soutenir un candidat.
- 18 Les apports de l'ouvrage sont considérables et ne sauraient se réduire à ces seuls axes. Les sociabilités présentées mettent en évidence l'importance des réseaux dans le fonctionnement et dans la mobilisation des ruraux, ce qu'avaient mis en valeur les travaux initiés par Pierre et Sylvie Guillaume, de l'Université Bordeaux 3. De même, le concept semble pouvoir recouvrir des types d'organisation reposant à la fois sur l'interconnaissance et sur la capacité à séduire des segments de population sur une base professionnelle ou sur une identité collective déjà structurée, comme l'illustrent les mouvements contestataires en milieu rural.
- 19 Peut-être aurait-il été utile de déterminer de façon plus claire comment l'interconnaissance peut se transformer en une force d'action et jusqu'à quel point l'ambiguïté des buts que chacun poursuit fragilise, voire limite l'impact des actions entreprises. En outre, les auteurs considèrent souvent et de façon implicite la vie politique nationale comme une donnée, un « englobant » au sens où l'entendait Mendras à la fin des années 1960. Ne faudrait-il pas envisager cette vie politique comme la somme des questions souvent identiques qui se posent de commune en commune et fournissent un alphabet élémentaire autour duquel les tensions se déploient et autour duquel la politisation s'élabore ou se renouvelle ?
- 20 Sous cet angle, l'ouvrage donne parfois le sentiment de perpétuer, en réalisant un beau travail de mise à jour, d'approfondissement et de défrichage, des conceptions historiques déjà à l'œuvre dans les années 1990. Quoi qu'il en soit, l'approche permet de mieux considérer le rôle des individus et de relativiser les catégories heuristiques, telles les classes et les catégories socioprofessionnelles, pour saisir comment les campagnes, dans la diversité de leurs habitants, ont engendré des formes de mobilisation collective visibles sur la scène nationale. L'appel introductif à une « unification des sciences sociales », exprimé de longue date et qui peine manifestement à advenir, apparaît, en définitive, très riche d'enseignement quand la synergie entre chercheurs permet de lancer de tels axes de recherche et de débat.